



L'Arabie saoudite face à la compétition sino-américaine

La tentation du pivot de Mohammed bin Salman

Jean-Loup SAMAAAN

► Points clés

- La visite de Xi Jinping en Arabie Saoudite en décembre 2022 a marqué une nouvelle étape dans le rapprochement sino-saoudien qui s'est accéléré à la faveur de l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping (2013) puis de Mohammed bin Salman (2015).
- Si les hydrocarbures restent le principal moteur de cette coopération bilatérale, l'Arabie Saoudite entend attirer les capitaux chinois dans le cadre de son vaste programme de modernisation économique, *Saudi Vision 2030*.
- La relation sino-saoudienne comprend également un volet militaire important : après s'être tourné vers Pékin pour se doter de missiles balistiques, l'Arabie Saoudite lance aujourd'hui d'autres programmes de coopération, en particulier dans le secteur des drones militaires.
- En dépit de cette dynamique de rapprochement, d'importantes divergences subsistent entre les deux pays, notamment sur la question du partenariat chinois avec le régime iranien. Par ailleurs, l'Arabie Saoudite reste fortement dépendante du soutien des États-Unis.

Introduction

La visite du président chinois Xi Jinping à Riyad le 9 décembre 2022 a fait l'objet d'une couverture médiatique sans précédent. D'une part, le voyage – le second seulement pour Xi depuis le début de la pandémie du Covid-19 – a été l'occasion pour le leader chinois de se présenter comme un « partenaire naturel » de l'Arabie Saoudite et de ses voisins du Golfe¹. Pleine d'émphase, la rencontre a aussi et surtout contrasté avec la visite quelques mois plus tôt à Riyad du président américain Joe Biden. Celle-ci avait alors été marquée par un climat de défiance se traduisant peu de temps après par la réduction de la production d'hydrocarbures saoudiens, en opposition ouverte avec les demandes affichées par le locataire de la Maison Blanche.

Hormis les grandes déclarations sur le rapprochement sino-saoudien, le voyage de Xi en décembre dernier n'a donné lieu qu'à de modestes avancées dans la coopération bilatérale. Une douzaine d'accords ont été signés et Pékin a salué la participation formelle de l'Arabie Saoudite à son « initiative de sécurité globale² » mais tout cela relève de la déclaration d'intention plutôt que de la mise en pratique d'une politique précise.

Cette séquence diplomatique offre donc un aperçu éclairant des enjeux et des limites du rapprochement sino-saoudien : si celui-ci s'inscrit pour Riyad dans une logique de diversification vis-à-vis de son partenariat américain, il est encore loin de s'y substituer. Partant de ce constat, cette note revient sur le récent rapprochement entre l'Arabie Saoudite et la Chine en rappelant son contexte historique puis l'impulsion spécifique donnée par Mohammed bin Salman (MBS) depuis son ascension à Riyad après 2015. Enfin, nous soulignons les limites de cet engouement saoudien pour le régime chinois en évoquant plusieurs dossiers de politique étrangère sur lesquels d'importantes divergences subsistent.

La gestation laborieuse du rapprochement sino-saoudien

La Chine est, aujourd'hui, le premier partenaire commercial de l'Arabie Saoudite avec 87,3 milliards de dollars d'échange en 2021. Les exportations chinoises vers l'Arabie Saoudite concernent principalement le secteur automobile et la téléphonie. À l'inverse, deux tiers des exportations saoudiennes vers la Chine sont issues du secteur énergétique³. Premier pourvoyeur de pétrole, l'Arabie fournit 18 % des importations chinoises en la

1. R. Radwan, « Why China is a Natural Partner For Saudi Arabia in Its Quest to Become a Tech Innovation Leader », *Arab News*, 7 décembre 2022, disponible sur : www.arabnews.com.

2. A. Caaney, « Time to Get the Measure of China's Global Security Initiative », *RUSI*, 21 novembre 2022, disponible sur : www.rusi.org.

3. Données disponibles sur : oec.world.

matière. La Chine est en retour présente dans le capital des infrastructures énergétiques saoudiennes : le fonds national dédié à la route de la soie – contrôlé par le gouvernement chinois – a investi en 2021 à hauteur de 49 % dans les oléoducs de Saudi Aramco et s'est joint par ailleurs à un consortium mené par BlackRock pour acquérir 49 % des gazoducs du groupe saoudien⁴.

Si de nouveaux projets ne cessent d'être annoncés ces dernières années, les fondations de ce partenariat restent récentes. Ce n'est qu'après l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays en 1990 que l'on voit leurs liens économiques et politiques se renforcer. Ce rapprochement s'accélère ensuite au milieu des années 2010, dans le sillage de la mise en avant de la *Belt & Road Initiative* (BRI) par Xi Jinping dès 2013, puis avec la rapide montée en puissance de MBS dans le sillage de l'accession au trône de son père, Salman, en 2015.

Avant cela, les relations entre Pékin et Riyad se caractérisaient par une forte distance – voire une « indifférence⁵ » pour certains observateurs, résultat de paramètres tant idéologiques que stratégiques. Premièrement, tout oppose *a priori* les modèles politiques des deux pays : l'un est une monarchie héréditaire tirant sa légitimité d'une alliance avec les diverses tribus d'Arabie et les clercs d'un islam rigoriste – dit « wahhabite » ; l'autre est un régime communiste qui nourrit sa rhétorique d'un rejet des structures monarchiques ayant régi la Chine pendant deux millénaires.

À cette opposition de principe s'ajoutent des calculs stratégiques : pendant la Guerre froide, Riyad et Pékin étaient opposés selon la logique des blocs. Non seulement, l'Arabie Saoudite faisait de sa relation avec Washington la clé de voute de sa sécurité, mais elle voyait aussi dans l'influence communiste propagée par l'URSS et la Chine de Mao une menace pour la stabilité des régimes arabes. L'affrontement bipolaire a même conduit les deux pays à la confrontation indirecte *via* la guerre du Dhofar dans le sultanat d'Oman au cours des années soixante. Le souverain omanais Saïd bin Taimur faisait alors face à une insurrection soutenue par l'URSS, l'Égypte, la Libye et la Chine⁶. L'Arabie Saoudite ne pouvait tolérer une telle déstabilisation dans son voisinage et soutenait la campagne de contre-insurrection conduite depuis Muscat.

Il faut attendre les années 1980 pour voir s'estomper cette opposition mêlant idéologie et intérêts stratégiques. Le climat international change à la faveur du rapprochement entre Washington et Pékin durant la présidence Nixon, qui culmine avec la normalisation des relations entre les États-Unis et la République Populaire de Chine de 1979.

4. « Factbox: Saudi-China Energy, Trade And Investment Ties », *Reuters*, 9 décembre 2022, disponible sur : www.reuters.com.

5. J. Fulton, *China's Relations with the Gulf Monarchies*, Londres, Routledge, 2020, p.80.

6. A. Schade, « Counterinsurgency Strategy in the Dhofar Rebellion », *Small Wars Journal*, avril 2017, disponible sur : smallwarsjournal.com.

Riyad n'a cependant pas attendu la formalisation de ses propres relations diplomatiques pour se tourner vers Pékin dans le domaine de l'armement. La décennie 1980 a été marquée par une vente d'armes qui fait encore couler beaucoup d'encre. Nous sommes en 1985, l'administration Reagan vient de refuser la livraison de missiles à l'Arabie Saoudite, craignant que le transfert fragilise la sécurité d'Israël. Riyad se tourne alors vers la Chine et obtient 50 missiles balistiques *Dong-Feng-3* (ou *CSS-2*)⁷. Le choix est loin d'être anecdotique : d'une portée d'environ 3000 km, le *DF-3* dote l'Arabie Saoudite d'une capacité de frappe alors inédite dans la péninsule arabique et supérieure à celle de l'Irak de Saddam Hussein.

La coopération militaire sino-saoudienne ne va pas plus loin mais cet épisode – qui suscite l'émoi des décideurs américains – s'apparente au premier emploi de « l'option » chinoise par un pays du Golfe dans son rapport de force avec les États-Unis. Plus qu'un épiphénomène, la vente du *Dong-Feng-3* préfigure les calculs politiques non seulement de Riyad, mais aussi de ses voisins émiriens et qataris aujourd'hui.

La croissance chinoise des deux dernières décennies, qui accroît considérablement les besoins en pétrole saoudien, dicte ensuite le rapprochement entre Riyad et Pékin. Amorcé durant les années 2000 et s'accéléralant durant la décennie suivante, ce « pivot » des hydrocarbures saoudiens en direction de la Chine est concomitant de la dégradation des liens entre Riyad et Washington. Les attentats du 11 septembre 2001 portent en effet un coup majeur à la relation bilatérale : la présence de 15 saoudiens sur les 19 terroristes impliqués et les suspicions américaines quant aux collusions entre membres de la famille régnante et Al Qaïda conduisent les États-Unis à repenser leur politique à l'égard du pays, et en particulier à réduire leur dépendance au pétrole saoudien⁸. Cela passe d'abord par une diversification des importations dès le milieu des années 2000, le Canada surpassant progressivement l'Arabie Saoudite comme première source d'hydrocarbure des États-Unis. Puis l'essor de l'industrie américaine du gaz de schiste permet de réduire fortement les approvisionnements en provenance du Golfe durant la décennie suivante.

Dans un tel contexte, les dirigeants du Royaume ont tout intérêt à repenser leur politique chinoise. Signe des temps, après son accession au trône en 2006, le roi Abdullah choisit la Chine pour son premier voyage international⁹. Au cours des années suivantes, la coopération sino-saoudienne prend diverses formes, mais c'est véritablement avec l'arrivée de Xi puis MBS qu'elle prend un tour résolument politique.

7. M. Olimat, *China and the Middle East: From Silk Road to Arab Spring*, Londres, Routledge, 2013, p.146.

8. D. Ottaway, « The King and US: U.S.-Saudi Relations in the Wake of 9/11 », *Foreign Affairs*, vol.88, mai-juin 2009, disponible sur : www.foreignaffairs.com.

9. « China and Saudi Arabia Sign Historic Energy Deal », *Taipei Times*, 24 janvier 2006, disponible sur : www.taipeitimes.com.

MBS et la tentation du non-alignement

La politique chinoise de l'Arabie Saoudite est aujourd'hui guidée étroitement par le prince héritier MBS. Depuis son arrivée sur le devant de la scène internationale en 2015, celui-ci semble envisager la Chine comme un partenaire stratégique majeur, qui peut lui permettre à la fois de consolider en interne ses programmes de modernisation économique et de renforcer le poids diplomatique de Riyad sur la scène internationale.

La Chine constitue pour MBS une source cruciale d'investissements pour la mise en œuvre de son grand projet *Saudi Vision 2030*. Le leader saoudien et les officiels de son

La Chine constitue pour MBS une source cruciale d'investissements pour la mise en œuvre de son grand projet *Saudi Vision 2030*.

gouvernement n'ont de cesse de mettre en avant les intérêts mutuels entre la BRI de Xi et *Saudi Vision*¹⁰. Un des projets les plus emblématiques en la matière est le recours à des opérateurs chinois pour le développement industriel du port de Jizan sur la façade occidentale de l'Arabie Saoudite ouvrant sur la mer Rouge¹¹.

Sur le plan politique, une étape importante a été franchie en janvier 2016 lors de la visite de Xi Jinping en Arabie Saoudite. Celle-ci est marquée par la signature d'un accord dit de « partenariat stratégique intégral ». La Chine utilise cette terminologie, plutôt emphatique, pour définir ses relations avec des pays choisis : dans la région, seuls les Émirats arabes unis (EAU) et l'Iran disposent d'un même accord. Par ailleurs, afin d'assurer l'impulsion à ces nouvelles coopérations, les deux pays mettent en place un « Comité conjoint de haut niveau » sous le patronage de MBS et de l'ancien vice premier ministre chinois Zhang Gaoli (remplacé depuis 2018 par Han Zheng). Ce comité se réunit régulièrement, que ce soit au cours des visites des plus hautes autorités mais aussi des chefs d'administrations respectives. Lors de la visite du roi Salman en mars 2017, les deux pays ont signé 21 accords de coopération s'inscrivant dans le cadre de la BRI et dont la valeur financière est estimée à 65 milliards de dollars¹².

Outre les projets en matière d'infrastructures, MBS souhaite se positionner sur le sujet de la route de la soie numérique promue par Pékin. L'Arabie Saoudite – comme ses voisins du CCEAG – se tourne notamment vers Huawei pour le déploiement de la 5G sur son territoire. En dépit des avertissements répétés des États-Unis, Riyad semble décidée à faire de ce partenariat avec le groupe chinois la clé de voute de son réseau de télécommunications. Parmi les nombreuses annonces faites lors de la visite de Xi en

10. « Fusing Vision 2030 with Belt Road Initiative », *Arab News*, 3 décembre 2016, disponible sur : www.arabnews.com.

11. Z. Yang, L. Du, L. Ding, « The China-Saudi Arabia (Jizan) Industrial Park under the Belt and Road Initiative », *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, Vol. 14, No. 4, 2020, pp. 528-537.

12. D. Chen, « China's Belt and Road Initiative and Saudi Vision 2030: A Review of the Partnership for Sustainability », *King Abdullah Petroleum Studies and Research Center*, mai 2021, p. 7.

décembre 2022 figure ainsi un *memorandum* annonçant la gestion par Huawei de nouveaux programmes de *smart city* dans plusieurs villes saoudiennes¹³.

La coopération touche même au domaine nucléaire. Dès 2012, un *memorandum of understanding* est signé afin de permettre à l'Arabie de bénéficier de l'expertise chinoise pour le développement de centrales nucléaires. Un autre accord est signé en 2017 à l'issue d'une visite du roi Salman¹⁴. On note cependant peu de développements depuis l'annonce de 2012, incitant à la prudence sur la réalité de cette coopération nucléaire.

Enfin, si la défense et la sécurité ne figurent pas formellement à l'agenda du Comité conjoint sino-saoudien, les deux pays lancent également plusieurs projets dans ce domaine, et plus particulièrement dans le secteur des drones militaires. Entre 2014 et 2017, l'Arabie Saoudite aurait acquis plusieurs centaines de drones chinois, dont certains employés par la suite durant la guerre au Yémen¹⁵. Riyad se dote notamment du *Wing Loong-2* et du *CH-4*, un modèle similaire au *MQ-1 Predator* américain. Le Royaume ouvre aussi ses portes aux industriels chinois pour construire une usine de drones sur le sol saoudien. Seuls deux autres pays – le Pakistan et Myanmar – ont mis en place de tels partenariats d'armement¹⁶.

Alors que l'Arabie Saoudite entend moderniser son industrie d'armement nationale, ce recours à l'ingénierie chinoise témoigne d'un choix politique fort : pour MBS, la diversification de ses partenariats internationaux est un outil au service de l'autonomie stratégique du pays. Cette idée du rapprochement avec Pékin comme instrument de renforcement de l'indépendance stratégique de Riyad fait écho aux ambitions affichées par le voisin émirien à Abou Dhabi¹⁷. Elle transparaît dans le débat public local par une mise en avant de l'intérêt national saoudien qui primerait sur la solidarité supposée que le Royaume devrait aux États-Unis vis-à-vis de la Chine. « Nos intérêts en premier » proclame par exemple le commentateur Jihad Al Obaid dans les pages du journal *Al Riyadh* en marge de la visite de Xi en Arabie¹⁸.

On ne peut saisir cette volonté d'affirmation saoudienne *via* le rapprochement avec la Chine sans prendre en compte la relation difficile de MBS avec les dirigeants américains. Celle-ci est d'abord marquée par des différends importants avec l'administration Obama, dont certains officiels ne cachaient pas leur appréhension face

13. « Saudi Arabia Signs MoU with China's Huawei -Statement », *Reuters*, 8 décembre 2022, disponible sur : www.reuters.com.

14. « Saudi Arabia Signs Cooperation Deals with China on Nuclear Energy », *Reuters*, 25 août 2017, disponible sur : www.reuters.com.

15. Z. Keck, « China to Sell Saudi Arabia drones », *The Diplomat*, 8 mai 2014, disponible sur : thediplomat.com.

16. M. Chan, « Chinese Drone Factory in Saudi Arabia First in Middle East », *South China Morning Post*, 26 mars 2017, disponible sur : www.scmp.com.

17. J. Samaan, « Les Émirats arabes unis et la compétition sino-américaine. Vers une politique de non-alignement ? », *Briefings de l'Ifri*, 2 décembre 2022, disponible sur : www.ifri.org.

18. J. Al Obaid, « Maṣāliḥuna 'awālān », *Al Riyadh*, 9 décembre 2022, disponible sur : www.alriyadh.com.

au caractère impétueux du prince saoudien¹⁹. L'assassinat en 2018 du journaliste Jamal Khashoggi, ancien proche de la famille royale saoudienne, devenu un éditorialiste très critique au *Washington Post*, a plongé la relation bilatérale dans une crise profonde, que l'administration Trump n'a pas pu complètement ignorer. Dans son programme électoral de 2020, Joe Biden avait même promis de faire du prince héritier saoudien « un paria » international²⁰. Une fois élu, le président démocrate doit néanmoins faire montre de pragmatisme, en particulier après la flambée des prix du pétrole à la mi-2022 qui le force à renouer avec Riyad.

Des politiques étrangères divergentes

En dépit de la volonté saoudienne d'afficher sa proximité avec le régime chinois, les deux pays divergent encore sur un certain nombre de dossiers régionaux. Dans ce domaine, le test le plus important pour la relation sino-saoudienne est aujourd'hui celui des relations avec l'Iran, et ce plus particulièrement après la médiation inédite conduite par Pékin pour obtenir un accord de réconciliation entre les deux pays en mars 2023.

Jusqu'ici, les relations diplomatiques, économiques, et parfois militaires, de la Chine avec le régime de Téhéran, constituaient un objet de contentieux pour l'Arabie Saoudite. Nonobstant l'impasse dans laquelle se trouve l'accord nucléaire de 2015 avec l'Iran, la Chine consomme aujourd'hui le pétrole iranien à des niveaux records²¹. Surtout, le transfert de missiles chinois à l'Iran dans les années 1990²² a encore des conséquences en 2023 pour l'Arabie Saoudite : l'arsenal balistique iranien visant les cités saoudiennes a bénéficié des technologies développées par Pékin et il a parfois atterri entre les mains de groupes tels que l'insurrection Houthi au Yémen, qui les emploie contre les forces saoudiennes ou les infrastructures critiques au sein du Royaume²³. Néanmoins aujourd'hui, le régime chinois peut arguer que ce sont ces liens privilégiés avec l'Iran qui ont permis d'obtenir l'accord de réconciliation entre Téhéran et Riyad. Il est encore prématuré pour déterminer la pérennité de cet accord, peu de détails n'ayant été révélé à ce jour sur son contenu. Néanmoins, le rôle joué par Pékin a surpris la plupart des observateurs et a signalé combien le rapprochement sino-saoudien s'était accéléré au cours des dernières années.

19. B. Rhodes, « A Fatal Abandonment of American Leadership », *The Atlantic*, 13 octobre 2018, disponible sur : www.theatlantic.com.

20. « Vice President Joe Biden: I Would Punish Saudi Leaders For Jamal Khashoggi's Death », *MSNBC*, 20 novembre 2019, disponible sur : www.youtube.com.

21. C. Aizhu, A. Lawler, « China Buys More Iranian Oil now than Before Sanctions, Data Shows », *Reuters*, 2 mars 2022, disponible sur : www.reuters.com.

22. P. Kerr, « Chinese Nuclear and Missile Proliferation », *Congressional Research Service*, 1^{er} février 2023.

23. C. Clover, S. F. Ju, F. Bokhari, « Beijing Missile Makers Cash in on Mideast and African wars », *Financial Times*, 28 octobre 2016, disponible sur : www.ft.com.

Autre question extrêmement sensible, le traitement par les autorités chinoises de la minorité musulmane au Xinjiang. Contrairement aux États-Unis et aux pays européens, l'Arabie Saoudite s'est gardée de critiquer la politique de « rééducation » de la population ouïghoure conduite par Pékin, les officiels à Riyad se bornant à exprimer leur soutien à la campagne dite de « contre-terrorisme » menée par Xi. Cette solidarité diplomatique s'accompagne même parfois de mesures d'extradition visant des familles ouïghoures réfugiées en Arabie Saoudite²⁴. Si le pouvoir saoudien donne ici la priorité à ses bonnes relations avec le régime chinois, il essaie surtout de minorer l'importance du sujet, conscient que son indifférence face à la question ouïghoure peut fragiliser son *leadership* au sein du monde musulman.

Les politiques de Riyad et Pékin ne concordent pas non plus toujours en Asie du Sud. Longtemps, les deux pays ont soutenu financièrement et militairement le Pakistan face à l'Inde. Or le pouvoir saoudien a pris ses distances avec Islamabad depuis plusieurs années. La décision de l'ancien premier ministre Nawaz Sharif de ne pas engager les troupes pakistanaïses au côté des Saoudiens au Yémen a été vécue comme un affront. Au cours de la même période, MBS a procédé à un rapprochement inédit avec l'Inde de Narendra Modi, qu'il n'hésite pas à présenter comme son « grand frère²⁵ ». Cette révision de la politique saoudienne en Asie du Sud n'est pas encore totale : la coopération militaire saoudo-pakistanaïse et l'aide financière du Royaume au Pakistan restent significatives. Néanmoins, le rééquilibrage en faveur de l'Inde va ouvertement à l'encontre des intérêts chinois sur le sous-continent indien.

Enfin et surtout, l'obstacle majeur au rapprochement sino-saoudien reste la forte dépendance diplomatique et militaire de Riyad à l'égard des États-Unis. Malgré les brouilles récurrentes, la plupart des commentateurs saoudiens se gardent d'appeler à un transfert complet des intérêts saoudiens des États-Unis vers la Chine, et veulent plutôt croire que la pérennisation de la coopération avec Washington n'empêche pas le rapprochement avec Pékin²⁶.

La coopération saoudo-américaine en matière de défense reste en effet aujourd'hui forte et stable. Environ 1800 militaires américains sont encore présents dans le Royaume. Ils contribuent notamment à la formation de l'armée et de la garde nationale et offrent un

L'obstacle majeur au rapprochement sino-saoudien reste la forte dépendance diplomatique et militaire de Riyad à l'égard des États-Unis.

24. « Saudi Arabia: Uyghur girl, 13, among four 'facing deportation' and torture in China », *Amnesty International*, 4 avril 2022, disponible sur : www.amnesty.org.

25. J. Samaan, « The Logic of the Rapprochement between India and the Arabian Gulf », *Sada*, Carnegie Endowment for International Peace, 28 août 2019, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

26. M. Alyahya, « Why Saudis Don't Want to Pivot to China », *Foreign Policy*, 16 décembre 2022, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

appui technique essentiel, notamment en matière de défense aérienne. Face à cela, les ventes d'arme chinoises, aussi symboliques soient-elles, ne pèsent guère en termes de volume. Elles représenteraient 318 millions de dollars sur les deux décennies écoulées, plaçant le pays seulement au neuvième rang des fournisseurs de matériel de guerre pour l'Arabie. À titre de comparaison, l'industrie de défense américaine a engrangé 20,5 milliards de dollars sur la même période²⁷.

Des divergences peuvent subsister avec la Maison Blanche, mais sur les sujets centraux de la diplomatie saoudienne, tels que la guerre au Yémen, ou la question de la reconnaissance d'Israël, c'est vers Washington que Riyad se tourne, et non Pékin. Ce n'est en revanche plus le cas en ce qui concerne la menace iranienne : à travers l'accord de réconciliation facilité par la Chine en mars dernier, l'Arabie Saoudite signale qu'elle n'entend plus s'en remettre au leadership américain. Lorsque la presse américaine demandait il y a plus de quinze ans au prince Turki bin Faisal Al Saud – alors ambassadeur du Royaume à Washington – si la Chine était un « meilleur ami » de Riyad que les États-Unis, il répondait : « pas exactement un meilleur ami, mais un ami moins compliqué²⁸ ». En creux, la réplique rappelait, bon an mal an, la nécessité du soutien américain pour le Royaume saoudien. Ce constat reste toujours valable en 2023.

Conclusion

Ce tour d'horizon du rapprochement sino-saoudien conduit à prendre du recul sur sa portée stratégique. D'une part, les échanges bilatéraux entre Riyad et Pékin se concentrent sur le secteur des hydrocarbures : on ne trouve pas en Arabie Saoudite la même diversité d'investissements chinois qu'aux EAU ou en Israël. Cela est d'ailleurs probablement plus le reflet des limites de la diversification économique saoudienne, encore très embryonnaire, que d'un désintérêt des investisseurs chinois. D'autre part, sur le plan militaire, le Royaume saoudien n'a pas été aussi loin avec la Chine que les Émirats ou Israël. L'appareil de sécurité saoudien reste influencé par ses liens historiques avec Washington et sa modernisation en cours (industrielle, opérationnelle) est conduite en coordination étroite avec le Département de la Défense américain. Autrement dit, l'Arabie Saoudite ne semble pas prête à tester des lignes rouges qui la verraient subir des sanctions américaines pour punir un rapprochement avec la Chine.

Au-delà, on peut percevoir l'émergence d'une ambition saoudienne pour orchestrer une position commune arabe – ou du moins golfienne – sur la question de la compétition sino-américaine. Compte tenu de son rang dans le monde arabe et musulman, l'Arabie Saoudite occupe *de facto* une position centrale sur la problématique des rivalités sino-américaines. Certains commentateurs arabes veulent même voir dans le Royaume la « porte d'entrée » de

27. Chiffres tirés de la base de données sur les transferts d'armement du SIPRI.

28. « World Has 'Enough' Oil; Al-Faisal Blames Geopolitical Instability, Not Resources, for Driving Prices Higher; Sees Hope for Iraq while Warning against the Use of Force over Iran's Nuclear Ambitions », *USA Today*, 10 mai 2010.

la Chine au Moyen-Orient²⁹. En d'autres termes, toute inflexion de Riyad en direction de Pékin aurait des incidences régionales, à commencer sur ses voisins du CCEAG.

C'est là aussi tout le sens à donner à la visite de Xi Jinping à Riyad en décembre dernier : le chef de l'État chinois a combiné les rencontres bilatérales saoudo-chinoises avec des sommets Chine-CCEAG, et Chine-Ligue Arabe, donnant à voir la capitale saoudienne comme le centre de la politique chinoise dans la région. Une telle séquence diplomatique consolide évidemment les ambitions de leadership régional de MBS. Pourtant, les pays arabes ne s'entendent guère entre eux sur ce que pourrait constituer une politique commune à l'égard de la compétition entre les grandes puissances ; ils se trouvent en outre eux-mêmes en concurrence lorsqu'il s'agit d'attirer les investisseurs chinois dans leurs infrastructures nationales. Autrement dit, l'enjeu à venir pourrait bien être l'effet de la compétition sino-américaine sur les rivalités locales entre le Royaume saoudien et ses voisins de la péninsule arabique.

Jean-Loup Samaan est Senior Research Fellow au Middle East Institute de la National University of Singapore, chercheur associé au programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifri ainsi que non-resident senior fellow à l'Atlantic Council.

Comment citer cette publication :

Jean-Loup Samaan, « L'Arabie saoudite face à la compétition sino-américaine. La tentation du pivot de Mohammed bin Salman », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 8 mars 2023.

ISBN : 979-10-373-0683-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : Xi accueille Mohammed à la cérémonie d'ouverture du G20 à Hangzhou, Zhejiang, Chine – 5 septembre 2016

© Ma Zhancheng/UPI/Shutterstock

29. I. Nouar, « Al-Sa'ūdīyya bawābat al-ṣīn 'ilā' al-charq al-'awsaṭ », *Al Quds*, 6 décembre 2022, disponible sur : www.alquds.co.uk.



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

